

Question écrite n°2735 - Sujet : Transports en taxi pris en charge par la CNS

Auteur(s) : Monsieur Gusty Graas, Député

Destinataire(s) : Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Date limite de réponse à la question : 03-03-2017

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
03-02-2017	Dépôt de la question	Document écrit de la question
16-02-2017	Réponse écrite de Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale	Document écrit de la réponse



Luxembourg, le 3 février 2017

Monsieur Mars DI BARTOLOMEO
Président de la Chambre des Députés
LUXEMBOURG



DEMOKRATESCH
PARTEI

Chambre des Députés
Groupe Parlementaire

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

« Conformément à l'article 136 des statuts de la CNS, « les transports en taxi sont pris en charge pour le trajet le plus court entre le lieu d'embarquement de la personne protégée et le lieu où elle obtient les soins, soit sur la base d'un minimum de six euros et quarante cents (6,40 €) par déplacement, soit sur la base d'un montant par kilomètre d'un euro et soixante cents (1,60 €) pour un trajet simple, respectivement de quatre-vingts cents (0,80 €) pour un trajet comportant retour de la personne transportée au point de départ. »

Or, il me revient que plusieurs compagnies de taxi, agréées par le Comité directeur de la CNS, refusent catégoriquement de transporter des patients vers les établissements de soins, lorsque ce déplacement leur paraît peu rentable.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de transports en taxi ont été pris en charge par la CNS en 2016 ?*
- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la situation décrite ?*
- Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures afin de parer à cette situation ? »*

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma très haute considération.

Gusty GRAAS
Député

9, rue du St. Esprit
B.P. 510
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu
www.dp.lu



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél : 466.966.223
Fax : 466.966.210
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 03 février 2017

Objet : Question parlementaire n° 2735 du 03.02.2017 de Monsieur le Député Gusty Graas

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Président,

Simone Beissel
Vice-Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

16 FEV. 2017

Dossier suivi par : Karin Manderscheid
Tél. (+352) 247-86352

**Monsieur le Ministre aux
Relations avec le Parlement**

Luxembourg

Luxembourg, le 16 février 2017

Référence : 81bx8a385

Objet : Réponse à la question parlementaire n° 2735 de Monsieur le député Gusty Graas
datée du 3 février 2017

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse du soussigné à la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.


Romain SCHNEIDER
Ministre de la Sécurité sociale

Annexe(s) : Réponse à la question parlementaire n° 2735 de Monsieur le député Gusty Graas
datée du 3 février 2017



Référence : 804xca5ed

**Réponse du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 2735
de Monsieur le député Gusty Graas datée du 3 février 2017
datée du 3 février 2017**

En 2016, le nombre de patients pour lesquels la CNS a pris en charge la part opposable des frais des transports en taxi s'élevait à 2.821 personnes. Pour la même année, le montant total pris en charge par l'assurance maladie au titre des frais de transports en taxi s'élevait à 4.151.759 euros.

Le montant prévu par les statuts ne constitue qu'une contribution aux frais incombant aux assurés devant subir un des traitements médicaux en série limitativement prévus par les statuts de la CNS et ne vise pas à couvrir l'intégralité des frais mis en compte par les entreprises de taxis.

L'article 2 de la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence consacre le principe de la liberté de la fixation des prix sauf dérogation exceptionnelle, de sorte qu'un comportement tel que celui qui a été décrit par l'honorable député est imaginable.